Introduction : modèles, usages, effets du collectif dans les sciences sociales

Paul-André Rosental

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3034>

DOI : 10.4000/ccrh.3034

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2005

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Paul-André Rosental, « Introduction : modèles, usages, effets du collectif dans les sciences sociales », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 36 | 2005, mis en ligne le 31 mai 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3034> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ccrh.3034>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Introduction : modèles, usages, effets du collectif dans les sciences sociales

Paul-André Rosental

- 1 Le milieu des années quatre-vingt-dix a été marqué en France par une prolifération de cinquantenaires. Ces commémorations ont rappelé, à leur manière, que le volontarisme étatique – volontiers attribué par la mémoire nationale à un passé immémorial – avait en fait atteint un sommet sous Vichy et à la Libération. Le Centre de recherches historiques (CRH), créé en 1949, s'est ainsi trouvé, à l'approche de sa propre cinquantaine, dans une situation particulière. Faute d'être né quelques années plus tôt, cet anniversaire pourtant symbolique était, d'avance, banalisé. Les manifestations d'autosatisfaction, qui avaient trop souvent tenté ses aînés immédiats, lui paraissaient désormais interdites. Cette vaste Unité mixte de recherche, liée d'une part à l'École pratique des hautes études (EPHE) puis à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) ; et d'autre part, depuis 1966, au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), comptant plus d'une centaine de chercheurs travaillant sur les thèmes et avec les approches les plus variés, a donc décidé de tirer parti de cette occasion pour mener une réflexion plus générale et, pourrait-on dire, plus « positive ». En associant des chercheurs de tous les horizons, en centrant l'analyse sur les conceptions et les pratiques du métier d'historien sans en exclure les autres sciences sociales, il a ressenti le besoin de faire retour sur un point aveugle de l'histoire du CRH et, avec lui, des « Annales », à savoir la revendication d'un travail collectif dans nos disciplines.
- 2 Fut ainsi organisé du 4 au 6 novembre 1999, avec l'appui de l'EHESS, du CNRS et de la Maison des Sciences de l'Homme, un colloque intitulé « Histoire de la recherche collective en sciences sociales au XX^e siècle », qui regroupait d'une part des contributions sur l'histoire du CRH, et d'autre part des communications consacrées à d'autres équipes ou d'autres formes d'organisation, tant en histoire qu'en sciences sociales. Ce colloque fut précédé d'une intense mobilisation : organisation, au sein du

CRH, d'un séminaire durant l'année universitaire 1998-1999, et – précisément ! – d'une recherche collective multiforme. Grâce à l'aide de Brigitte Mazon, archiviste de la Maison des sciences de l'Homme, que je remercie ici chaleureusement, fut mis en place un dépouillement des archives du CRH, portant notamment sur l'histoire administrative du Centre, ses enquêtes, ses publications, les carrières de ses membres, avec un intérêt particulier pour la place des femmes (et de l'histoire des femmes) au sein du Centre. Plusieurs contributions du présent volume en sont issues et je n'en citerai donc pas ici tous les auteurs, mais je tiens à évoquer d'emblée le rôle décisif que jouèrent Cécile Dauphin et Christiane Klapisch-Zuber dans la direction de ces travaux. Grâce aux nombreuses enquêtes qu'elles coordonnèrent, le cinquantenaire du CRH fut simultanément une recherche collective, et l'occasion d'une discussion vivante sur l'identité scientifique du Centre, et ses liens avec l'organisation des parcours et des relations de travail en son sein. La démarche suivie permit la distance requise par l'objectivation, toujours difficile sur un objet proche : elle-même ne fut pas sans conséquences sur la vie du Centre.

- 3 Le fait d'être sortis des limites étroites du CRH, pour s'intéresser aux sciences sociales dans leur ensemble et aux multiples formes d'organisation de la recherche, fut ici un facteur décisif. Promotion de la recherche collective : de Lucien Febvre à la « Nouvelle Histoire » – sans parler de la figure tutélaire de Marc Bloch – ce mot d'ordre avait fortement contribué à singulariser la défunte VI^e Section de l'École Pratique. Fernand Braudel, créateur du CRH, nombre de ses successeurs à la direction du Centre tels Emmanuel Le Roy Ladurie ou François Furet, s'en étaient fait les porte-parole et les praticiens. De grosses enquêtes, de préférence quantitatives, menées par des équipes ordonnées par une stricte division du travail, avaient permis au CRH de sortir de l'imaginaire des humanités pour se rêver un temps en laboratoire de sciences expérimentales. La technique y aidait, qui à l'époque matérialisait la production des bases de données sous la forme de gigantesques piles de fiches perforées, véritable visualisation tangible de la science à l'œuvre. Voici pour la mémoire.
- 4 Parlons maintenant de l'actualité. Après avoir été l'un des grands porteurs de l'utopie d'une histoire scientifique, le CRH, depuis la fin des années soixante-dix, a dû prendre acte de ses limites. La mise en cause de la quantification, jugée trop répétitive, insuffisamment cumulative, et trop oublieuse de la construction et de la narration historiques, a apporté une revalorisation de l'historien comme « auteur », artisan plutôt que membre d'une fabrique collective, échafaudant son objet par les techniques du récit plutôt que par le commentaire désincarné de tableaux statistiques. Ce mouvement, général dans l'historiographie, est bien connu par les débats passionnés dont il a été l'objet dans le monde entier¹. L'intérêt d'une étude des formes collectives de recherche en histoire – et de points comparatifs avec les sciences sociales – est double : il permet de revisiter ces discussions théoriques du point de vue de la sociologie de la discipline, et d'une histoire longue du travail en commun.
- 5 Il ne s'agit pas seulement d'une curiosité « antiquaire ». Les enjeux concernent tout le métier d'historien et, probablement, toutes les sciences sociales. Nos disciplines sont-elles plus fécondes par un travail individuel ou collectif ? Quelles sont les façons de travailler à plusieurs ? En quoi sont-elles modifiées par les nouvelles techniques, les nouveaux modes de travail, les nouvelles problématiques ? De manière sous-jacente se profilent deux questions insuffisamment explorées par une historiographie qui glorifie le travail en commun plus volontiers qu'elle n'en fait l'histoire. La première est de

déterminer dans quelle mesure les contenus de nos disciplines ont été affectés par les encouragements donnés, tout au long du XX^e siècle, à la recherche collective. La seconde consiste à se demander si la notion d'auteur est véritablement congruente avec les pratiques de nos métiers. Ordonnatrice des carrières, elle est en même temps contingente. Elle contraste avec la pratique, fréquente en sciences expérimentales, de la signature partagée par toute une équipe, avec parfois indication de la contribution de chaque co-signataire en proportion et en substance, du donneur d'idées au laborantin. Les incessants conflits narcissiques qui affaiblissent les sciences sociales seraient-ils limités par une reconnaissance plus lucide du rôle joué par chacun dans un travail qui n'est qu'apparemment individuel ?

- 6 À ces interrogations, il n'est pas question de fournir une réponse exhaustive, c'est-à-dire de proposer une histoire à la fois comparative et remontant, au minimum, à l'organisation universitaire de nos disciplines au XIX^e siècle. Mais plutôt d'explorer une gamme de questions récurrentes et éclairantes pour la situation actuelle.

Les matrices

La polysémie du collectif

- 7 La première de ces questions concerne la conception même du collectif. Les éléments quasi-mythologiques évoqués jusqu'ici – le rôle des *Annales* dans l'établissement d'une histoire scientifique, l'adoption dans nos disciplines d'une division hiérarchique du travail selon l'exemple des sciences expérimentales – ne doivent pas masquer l'ancienneté et l'hétérogénéité des façons de travailler en commun. Dans son acception la plus générale, elles sont constitutives de l'activité scientifique, même si ses modalités se métamorphosent au cours du temps. Il suffit d'évoquer le rôle des correspondances à l'époque moderne, des congrès internationaux au XIX^e siècle, des grandes revues programmatiques au XX^e, pour être tenté de considérer que tout auteur est nécessairement un auteur collectif. Ou encore de citer la diffusion universelle du modèle allemand du « séminaire », ou les formes de coordination nationale des réseaux de sociétés savantes, qui dans des pays comme le Royaume-Uni ont fait fonction de véritable « arme secrète » de l'historiographie. Ou, enfin, de rappeler la place jouée dans les sciences par la référence à une figure tutélaire² ou à un concept rassembleur, qui converge dans la notion d'« école ». Comme le montre Jean-Louis Fabiani dans ce volume, de telles invocations procèdent généralement d'une construction rétrospective mais font partie de la fabrication des sciences sociales, de son jeu continu de mobilisation de conceptualisations anciennes, de son besoin, aussi, de s'inventer des ennemis dont la dénomination collective, assimilable à l'insulte, contribue, négativement, à l'affirmation d'une identité de groupe³.
- 8 Ce rôle majeur donné au travail collectif est formalisé par l'institutionnalisation des sciences sociales à partir du XIX^e siècle. Comme l'indique Olivier Dumoulin, le souci de dépasser la tension entre la figure de l'érudit chartiste, voué aux grandes entreprises cumulatives, et celle de l'écrivain d'histoire, normalien, obéissant à une logique d'auteur, est constitutive, à la fin du XIX^e siècle, de la profession d'historien. Dans des termes différents selon les disciplines s'impose l'opposition entre un travail de terrain minutieux et parcellaire, et un ambitieux travail de synthèse donnant leur sens aux observations recueillies de manière éparpillée. En histoire, « la division du travail

analyse/synthèse devient dès la fin du XIX^e une norme du déroulement chronologique de la carrière et un principe de domination au sein de la discipline », selon l'heureuse expression employée par Gérard Noiriel pour caractériser la répartition des tâches entre étudiants et professeurs⁴. De même, l'observation ethnographique est volontiers confiée à des amateurs éclairés – dont certains ont vocation à se « professionnaliser » – tandis que l'interprétation d'ensemble est du ressort de l'anthropologue, qui, dans le silence de son bureau propose une clé de lecture à des informations recueillies à plusieurs milliers de kilomètres de distance.

- 9 Il est donc essentiel de se départir de la vision finaliste selon laquelle l'histoire du travail collectif ne commencerait qu'avec la création des institutions qui, de nos jours, y sont le plus explicitement consacrées, à savoir les laboratoires de recherche. Bien avant leur mise en place, les sciences sociales se penchent sur la question de l'enquête. Pour la sociologie, Antoine Savoye a étudié comment se mettent en place au XIX^e siècle quatre grandes modèles d'investigations qui ont perduré depuis : les inventaires étatiques ; les enquêtes budgétaires à la Le Play ; les *Social Surveys* anglo-saxons ; et les travaux commandités sous diverses formes par les Académies. Marie-Claire Robic pour les formes d'enquêtes géographiques⁵, Bertrand Muller et Florence Weber pour les modes d'analyse du folklore⁶, renforcent la diversité de cet inventaire.
- 10 De fait, ce volume démontre et illustre la plasticité des conceptions et des pratiques de l'enquête : stricte hiérarchie ou association libre de chercheurs, confrontation interdisciplinaire ou volonté de synthèse et de totalisation, accumulation documentaire ou lieu d'expérimentation, délégation du travail à des enquêteurs libres d'établir à leur guise leurs observations ou précodage centralisé des questionnaires, toutes les modalités et tous les objectifs peuvent être adoptés, se succédant même parfois au cours du déroulement d'une même enquête⁷. On prêterait également un intérêt particulier aux formes d'associations et de rétributions, matérielles et symboliques, du bénévolat au salariat en passant par des formes intermédiaires ou alternatives (travaux d'étudiants coordonnés), de la signature unique à la signature collective sans exclure ... l'anonymat. On verra que le passage de l'auteur individuel à l'auteur collectif affecte en effet le statut même des documents produits.
- 11 Si la comparaison presque ethnographique des expériences de recherche collective est au principe de ce dossier, celui-ci s'est donné un terrain suffisamment unifié pour garantir aux contributions un caractère cumulatif. La période retenue porte des années trente à nos jours, le terrain de prédilection étant la France. Cette focalisation chronologique et nationale permet de cerner progressivement, d'un chapitre à l'autre, les modèles de travail en commun qui ont été proposés, les institutions et les personnages qui les ont encouragés ou mis en œuvre. Elle autorise aussi à mieux comprendre les statuts de celles et ceux qui y ont été associés. La prise en compte de cette stratification officielle, qui mêle professions anciennes (les universitaires), professions nouvelles (les chercheurs et techniciens de recherche), catégories d'employés temporaires sans cesse renouvelées depuis les « chômeurs intellectuels » des années trente, ou encore volontariat, est indispensable à qui souhaite comprendre les rapports de force internes à la recherche. L'histoire de la recherche collective permet de réexaminer, du point de vue de la division du travail scientifique et de son évolution, une histoire des sciences sociales qui reste souvent celle des idées et des « grands hommes ».

- 12 Ce choix de terrain n'occulte pas pour autant la dimension comparative du sujet. Outre la contribution de Lutz Raphael, qui selon un jeu de miroirs présente les modèles allemands de recherche collective du point de vue d'une comparaison avec la France, plusieurs des auteurs rassemblés dans ce recueil éprouvent la nécessité de caractériser les modèles qu'ils étudient en regard d'une matrice étrangère de référence, qu'il s'agisse, dans la plus classique tradition comparative, de prendre du recul, ou de déterminer les sources auxquelles ils ont puisé. Au fil des chapitres se devine ainsi une partie de l'horizon international qui a pesé sur l'orientation de la recherche française : l'Angleterre avec la « révolution du terrain » inspirée par Malinowski, l'Allemagne avec ses formes d'érudition collective, les États-Unis avec leurs méthodes d'organisation du travail – et les financements de leurs fondations. Un autre comparatisme est celui des disciplines. Les contributions d'André Burguière et de Benoît de l'Estoile reprennent sous un angle neuf cette question classique de l'histoire des sciences sociales qui est celle des liens entre histoire et anthropologie.
- 13 De la même manière, prendre pour point de départ l'entre-deux-guerres et plus particulièrement les années trente ne suppose nullement l'oubli d'une profondeur chronologique plus longue. Les expériences de recherche collective examinées dans cet ouvrage se réfèrent à des précédents remontant au XIX^e siècle ou au début du XX^e. En histoire, le rôle de l'Académie des inscriptions et belles lettres ; du Congrès des travaux historiques et scientifiques (CTHS), étroitement lié au Congrès National des Sociétés savantes ; de la Section d'histoire moderne et contemporaine, qui appelle à des enquêtes dès 1912, est connu grâce aux travaux d'Olivier Dumoulin⁸. Ce dernier a notamment montré comment la baisse des crédits du CTHS dans l'entre-deux-guerres avait pesé sur le souci, chez les historiens, de recomposer de nouvelles structures de travail en commun. Une autre matrice de l'organisation du travail collectif en histoire est la Commission d'histoire économique de la Révolution, créée par Jean Jaurès au début du siècle. C'est son expérience que Georges Lefebvre réactivera à sa manière dans les années trente, à l'occasion de la préparation du cent cinquantième anniversaire de la Révolution Française⁹.
- 14 Quant à notre période d'étude proprement dite, on verra que les contributions rassemblées dans cet ouvrage scandent son évolution en trois grandes phases. La première, qui débute dans les années trente, marque en France la création de structures étatiques explicitement consacrées à la recherche collective, et l'introduction en sciences humaines de la notion de « laboratoire », avec un retard, somme toute réduit, sur les sciences expérimentales. La deuxième, qui culmine dans les années soixante et soixante-dix, marque une espèce d'âge d'or, au moins dans l'imaginaire contemporain de la profession. Les grosses et prestigieuses enquêtes quantitatives, dont on escompte qu'elles vont fonder une véritable histoire scientifique ; l'apologie de l'interdisciplinarité comme débouché naturel de la théorie sociale et comme pratique de terrain ; la visibilité médiatique donnée à une poignée de grands meneurs d'enquêtes ; fondent une vision triomphale qui sera mise à l'épreuve dans cet ouvrage. De sa remise en cause depuis vingt ans, les conclusions n'ont pas été entièrement tirées. À la mythologie du collectif succède celle du « retour à l'auteur », dont la prétention à décrire la pratique contemporaine des sciences sociales n'est pas moins discutable. Moins qu'à un rejet du collectif, on assiste à une recomposition dont nous nous efforcerons de donner quelques critères d'intelligibilité. L'observation des pratiques effectives des sciences sociales, de ses nouvelles formes de division du travail,

sont en effet révélatrices des fondements épistémologiques qui – souvent de manière tacite – guident les expérimentations contemporaines.

La montée en puissance du laboratoire : des années trente aux années cinquante

- 15 La contribution de Louis Holtz sur la fondation, en 1937, de l'Institut de recherche et d'histoire des textes (IHRT), premier laboratoire français en histoire, permet de ressaisir la révolution qu'a représentée l'irruption de ce modèle d'organisation de la recherche au sein des humanités, mais aussi la logique de tranquille évidence qui l'a rendue possible. Contemporaine du processus de mise en place du CNRS, elle en est aussi le fruit, et compte parmi ses fées tutélaires des figures qui, tel Jean Perrin, ont été les apôtres de la réorganisation des sciences expérimentales autour du laboratoire. La genèse du CNRS, dont l'histoire trouve de nos jours une reconnaissance pleine et méritée¹⁰, ponctue les années trente sans résumer à elle seule les expérimentations qui se sont succédées dans l'entre-deux-guerres.
- 16 François Jacq, pour la physique, a bien montré les bouleversements induits, en matière de conception et de pratique de la recherche comme tant d'autres, par la Première Guerre mondiale et ses suites¹¹. L'examen des causes du « retard français » pointe la faiblesse des moyens offerts aux savants. Si l'entre-deux-guerres joue un rôle si marquant dans l'histoire de la recherche collective, c'est qu'à l'époque, instaurer la recherche collective signifie instaurer la recherche tout court. Un second facteur de recomposition est le poids des stimulations extérieures, initiatives et commissions du Bureau international du travail et de la Société des Nations, mais surtout financements des fondations américaines telle la Rockefeller¹². Il en découle une vague de créations institutionnelles et une recherche de coordination entre ces tout nouveaux organismes : le Centre de documentation sociale de Célestin Bouglé à l'École normale supérieure, l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales de Charles Rist, le Conseil universitaire de la recherche sociale fondé à la Sorbonne par Sébastien Charléty. L'idée d'une marche triomphale vers le laboratoire d'État comme lieu par excellence de la recherche collective doit donc être relativisée. Certes, une partie des solutions mises en œuvre par les savants des années trente constitue un pis-aller à l'absence d'un État peu interventionniste et peu dépensier. Mais il reste qu'il n'existe pas d'unanimité sur la forme que doit revêtir le travail en commun. Lucien Febvre, admirateur du modèle des sciences expérimentales, médite, lors du décès de François Simiand, sur ce qu'aurait apporté une organisation en laboratoires, au travail de bénédictin qu'il avait entrepris solitairement en matière d'histoire des prix. Mais au sein même de la Commission de la recherche collective qu'il a créée en 1934 en liaison avec le projet de *L'Encyclopédie française*, ses conceptions divergent avec celle du folkloriste André Varagnac. Défenseur de l'autonomie des sciences sociales, ce dernier préfère, à la figure de l'expérimentation en laboratoire, l'adoption d'un modèle spécifique, fondé sur l'enquête et l'accumulation documentaire¹³.
- 17 Aussi, s'il convient de donner toute leur importance à la normalisation qu'entraînent la création du CNRS et la diffusion d'un modèle d'organisation de la recherche, au prestige d'un modèle importé des sciences expérimentales, à l'intégration d'un milieu restreint dans lequel les savants en sciences humaines sont en relation étroite avec leurs collègues des sciences expérimentales, on ne saurait oublier le poids des réflexions

internes aux sciences sociales dans l'adoption du modèle du laboratoire. Dans le cas de l'anthropologie, Benoît de l'Estoile montre en quoi la structure originale de l'Institut d'Ethnologie, créé en 1925, puis du Musée de l'Homme dans la décennie suivante, à la fois laboratoire, bibliothèque, réserve et lieu d'exposition pour les collections, structure d'enseignement, maison des sociétés savantes, reflète les évolutions de la discipline dans le domaine du recueil, de la centralisation et de l'interprétation des informations. Le rôle du mouvement des *Annales* est tout aussi évident. Plusieurs contributions de ce volume exposent à quel point, au-delà de divergences quant aux modalités, ses principaux animateurs, Marc Bloch et Lucien Febvre, ont défendu les principes du travail collectif et milité pour son institutionnalisation. Retracer le rôle des *Annales* dans l'évolution de la division du travail scientifique est une manière décalée mais essentielle de mesurer, sous un angle nouveau, son importance historique.

- 18 Il convient en même temps de résister au finalisme sous-entendu par l'avènement de l'ère des laboratoires. L'une des difficultés du sujet est la continuité apparente, depuis une cinquantaine ou une soixantaine d'années, des institutions et des structures de recherche par rapport à celles d'aujourd'hui. Cet obstacle commun à toute l'histoire du contemporain est ici malicieusement redoublé pour l'historien, qui se penche sur un monde dont tant de balises lui sont apparemment familières. Il en va en réalité bien différemment. Jusqu'aux années 1960, a montré François Jacq (op. cit.), l'étalonnage des carrières est dicté par l'Université. Les fonctions de recherche ne sont conçues que comme des pis-aller, des situations transitoires en attendant de retourner à l'université. Pour les autres, « recherche collective va de pair avec CNRS et avec une carrière *a priori* moins prestigieuse », ce qui n'est pas sans causer des problèmes aux directeurs de laboratoires, confrontés à la relative instabilité de la main d'œuvre. Les sciences humaines n'échappent pas à la règle : Christiane Klapisch-Zuber et Marie-Laurence Netter rappellent que Fernand Braudel concevait le passage au Centre de Recherches Historiques comme une étape avant d'intégrer l'Université ou, pour les étrangers, de rentrer au pays. Le choix des thésards auxquels il accorde des vacances pour participer à des recherches collectives, d'Albert Soboul à Pierre Goubert, suggère que cette doctrine a été, partiellement au moins, appliquée. Dans la vague d'organismes spécialisés de recherche créés sous Vichy ou à la Libération – Institut national d'hygiène et Institut national d'études démographiques par exemple – les statuts précaires sont souvent jusqu'à la fin des années soixante la règle, l'appartenance au corps des fonctionnaires l'exception, ce qui n'est évidemment pas sans conséquence sur l'orientation des recherches¹⁴. L'étude de Lutz Raphael montre que cette domination de l'Université a été plus nette et plus durable encore en Allemagne.
- 19 En somme, des années trente aux années cinquante incluses, quelle que soit l'extension donnée à la recherche collective et aux structures censées la chapeauter, il convient d'en relativiser l'importance, et surtout de ne pas en tailler les contours par projection rétroactive de la situation contemporaine. Le cas du Centre de recherches historiques en est, là encore, un bon exemple : peuplé d'une poignée de chercheurs, presque entièrement dénué de collaborateurs techniques stables, il se consacre moins à l'origine aux enquêtes collectives qu'à une activité éditoriale ou, tout au plus, de répartition des crédits de recherche. André Burguière a illustré, dans son histoire de l'enquête Plozevet, cette réalité familière aux historiens des sciences : extrêmement réduite dans l'après-guerre malgré quelques tentatives réformatrices malheureuses, l'autonomie du monde de la recherche ne s'étend véritablement que sous l'effet du volontarisme

scientifique des débuts de la V^e République¹⁵. Or, c'est alors que commence l'âge d'or de la recherche collective, telle que la mémoire du métier se la représente aujourd'hui.

Un âge d'or trompeur ? (1960-1980)

- 20 Pour une grande part, la représentation spontanée que l'on peut avoir de la recherche collective en sciences humaines, du moins de la recherche collective heureuse, renvoie à une courte période de deux décennies, les années soixante et soixante-dix. Dans ses grandes lignes, l'environnement de la recherche tel qu'on le connaît aujourd'hui est stabilisé : rééquilibrage des statuts entre Université et institutions de recherche, fonctionnarisation de la recherche publique, multiplication des laboratoires, expansion du nombre des postes de toutes natures, et notamment d'ingénieurs et de techniciens de recherche. La grande différence est qu'il s'agit d'un univers en expansion et non pas d'un « monde plein » comme celui d'aujourd'hui¹⁶ : les politiques de recrutement ambitieuses, notamment, y sont concevables. Si l'explosion démographique de la population universitaire et, surtout sans doute, la prospérité économique, sont les conditions de possibilité de ces transformations, il est clair qu'elles sont facilitées par les modèles scientifiques en vogue à l'époque, à commencer par la valorisation des approches quantitatives et celle de l'interdisciplinarité, ainsi que par la croyance dans la capacité des sciences sociales à assurer la régulation globale de la société.
- 21 Par l'histoire des pratiques, ce volume met à l'épreuve cette conception rétrospective et la vague nostalgie dont elle est chargée. Moins en prétendant dévoiler une vérité dissimulée, qu'en identifiant des lignes de faille qui sont apparues après coup aux actrices et acteurs de cette histoire.

Les vices cachés de l'interdisciplinarité

- 22 La première idole à être déstabilisée par ce recadrage historique est l'interdisciplinarité. L'enquête Plozevet, dont le souvenir est ravivé avec force et franchise par l'un de ses plus jeunes responsables de l'époque, André Burguière, est ici exemplaire. Cette entreprise totalisante a consisté, aux débuts des années soixante, à « envahir » pacifiquement un petit village breton par des nuées de chercheurs de tous horizons. Transgressant les découpages entre spécialités à l'intérieur des sciences sociales, et même la frontière entre humanités et sciences expérimentales – biologie et génétique étaient mobilisées – l'enquête, lieu d'initiation de plusieurs jeunes chercheurs appelés à un brillant avenir et à la perpétuation de sa mémoire, est demeurée comme un symbole de la bonne volonté interdisciplinaire, et comme une figure de l'atelier collectif dans nos disciplines.
- 23 André Burguière inverse la signification de ce souvenir teinté d'utopie. Si l'enquête Plozevet est riche de significations, c'est plutôt parce qu'elle pointe trois limites majeures de l'interdisciplinaire – et, plus généralement, du collectif. La première ressortit à la sociologie des découpages disciplinaires en science. Loin d'être des tracés de frontières artificiels et surannés, ils orientent, pour le meilleur et pour le pire, l'élaboration des problématiques, les façons de construire les observations et d'y réagir, et structurent le dialogue avec les collègues des autres disciplines selon des logiques qui ne se limitent pas à la seule notion épistémologique d'« incommensurabilité ». Si ces obstacles peuvent rétrospectivement apparaître comme inévitables, la contribution

d'André Burguière en donne une ethnographie fine, qui ménage la part de burlesque mais aussi de désenchantement qu'elle a pu, concrètement, revêtir pour les acteurs de cette histoire. Son analyse de la rétention d'informations, des circuits de communication et de décisions distendus dans l'espace, gros de malentendus entre les subordonnés observateurs sur place et les responsables basés à Paris, permet de comprendre ce que peut signifier, au quotidien, la pratique de toute grosse enquête.

- 24 Tout aussi fondamentale est la seconde limitation décrite par André Burguière à propos du « terrain ». Toute réflexion préliminaire à une recherche collective s'interroge sur la meilleure façon d'en extraire des informations. Mais l'idée que, loin d'être une entité inerte, une espèce d'archive vivante mais passive, la réaction du « terrain » puisse faire partie de l'enquête, de sa sociologie, de sa dynamique, a été longtemps sous-estimée. Plozevet marque, à bien des égards, l'irruption des observés dans les procédures de l'enquête, selon des modalités auxquelles les sciences sociales n'ont cessé d'être confrontées depuis¹⁷. Cette révolution copernicienne – bien tardive il faut l'avouer – peut être rattachée à la notion bien vague de post-modernité dans les sciences sociales. Elle a aussi des fondements sociologiques plus immédiats, rançons de l'intériorisation, par le peuple des observés, de la notion d'investigation savante par les chercheurs. Son expansion planétaire, le développement, même dans les contrées les plus reculées, d'une économie de la recherche où l'informateur tarife ses services à l'observateur, ne font ainsi que prolonger les dynamiques observées à Plozevet il y a quarante ans.
- 25 Troisième déconstruction du concept d'interdisciplinarité, l'évocation de ses racines scientifiques et idéologiques. André Burguière rappelle que la conception initiale de l'enquête est issue d'un noyau de chercheurs – l'anthropologue Robert Gessain, les sociologues Jean Stoetzel et Alain Girard, le biologiste des populations Jean Sutter – qui ont fait leurs premières armes et se sont rencontrés sous l'Occupation, dans le cadre de la célèbre Fondation française pour l'étude des problèmes humains, plus connue sous le vocable de « Fondation Carrel ». Sous une forme, plus extrême encore, la contribution de Lutz Raphael montre que l'un des freins au développement du travail collectif et interdisciplinaire dans les sciences sociales allemandes de l'après-guerre a été sa connotation idéologique maudite. Pour les chercheurs de la République fédérale, cette notion renvoie d'abord aux sciences sociales du III^e Reich, mobilisées par le régime dans de vastes enquêtes collectives placées au service de l'idéologie de la race et du sol (recherches sur le peuple et la population et recherches sur l'espace). Sous la guerre froide ensuite, elle est volontiers amalgamée à la recherche planifiée et centralisée qui domine en Allemagne de l'Est, et fait ainsi doublement figure de contre-modèle.
- 26 L'examen de ces deux cas d'espèce ne signifie pas, bien sûr, que le concept d'interdisciplinarité soit idéologiquement suspect à la racine. Mais il déplace les connotations d'une notion qui, historiquement, a connu son heure de gloire durant une période de forte contestation politique.

Mythe du collectif ou vécu de la domination ?

- 27 Une seconde remise en cause concerne la vision irénique liée au terme de « collectif ». La réalité du partage du travail est celle d'une stricte hiérarchie des fonctions, objectivée et pérennisée souvent par l'occultation des collaborateurs dans la liste des signataires des travaux. Les contributions de Louis Holtz et de Pierre Chaunu rappellent ce paradoxe selon lequel la fondation d'un laboratoire, forme par excellence du

collectif, reconnaît le plus souvent – surtout peut-être dans les premières décennies de ce nouvel âge de la recherche – le mérite et le crédit attribués à une personne¹⁸. La métamorphose, au cours du XX^e siècle, des grands universitaires en « entrepreneurs scientifiques », a été suffisamment étudiée par la sociologie des sciences pour que l'on ait dû y revenir dans cet ouvrage.

- 28 Le décalage entre un imaginaire et une pratique, entre un discours collégial et un rapport de forces statutaire, doit-il conduire à une démystification brutale, au cynisme traduit par la formule de Bruno Latour sur l'opposition entre patron de laboratoire et subordonnés : « eux travaillent, lui capitalise »¹⁹ ? Ce serait oublier que l'idéal du travail collectif provient pour partie d'une représentation délibérément construite par les responsables d'enquêtes et de laboratoires. Il est, en premier lieu, le fruit d'une rhétorique performative destinée aux instances valorisant le travail en commun. Olivier Dumoulin montre ainsi que l'affiliation du Centre de recherches historiques au CNRS en 1966, conduit à la valorisation des enquêtes et du travail collectifs dans les rapports d'activité : cinq ans auparavant, les termes les désignant étaient devenus presque tabous sous la plume de Fernand Braudel.
- 29 Olivier Dumoulin montre, en second lieu, comment la spécificité du Centre de recherches historiques a été de « confondre sa raison d'être avec la conduite d'enquêtes collectives », de définir son identité scientifique sur une image sciemment – et rhétoriquement – bâtie. Non pas que l'on puisse nier l'importance historiographique qu'ont acquises de multiples enquêtes collectives lancées par le Centre – de l'anthropologie historique des conscripts à l'informatisation des comptes de la Société générale de la France, des travaux sur le lire et l'écrire aux enquêtes sur l'implantation des ordres mendiants dans le France médiévale. Il s'agit plutôt de souligner que le caractère incantatoire de « l'enquête collective » a fondé l'identité scientifique du Centre à ses yeux et à ceux de ses partenaires, sans véritablement révéler ses procédures de savoir. Jean-Louis Fabiani donne une clé de lecture générale de ce mécanisme de mise en scène du collectif à usage interne et externe, de cette façon de suggérer l'existence d'un contenu intellectuel par l'affichage d'un type de relations sociales au sein d'une communauté de travail.
- 30 Poser le travail collectif comme représentation : cette indispensable déconstruction ne signifie nullement que l'on puisse faire l'impasse sur les formes de travail en commun qui se sont effectivement mises en place dans nos disciplines depuis plusieurs décennies. L'un des objectifs de cet ouvrage est d'en proposer rétrospectivement une sociologie, dont les conclusions, elles aussi, tempèrent l'idée d'un âge d'or. Blessures et amertumes se sont exprimées, non sans heurts, avec deux à trois décennies de décalage, à l'occasion de l'investigation collective qu'a mise en œuvre le CRH pour son cinquantenaire. Significativement, les acteurs les plus engagés dans cette entreprise ont souvent été les ingénieurs et techniciens de recherche qui avaient collaboré aux grandes enquêtes. L'objectivation progressive des tensions passées a sans doute été l'un des processus les plus riches de ce retour sur soi. S'il est malheureusement difficile d'en retracer à froid les modalités, il est utile de retenir les conclusions qui s'en sont dégagées.

La collectivité comme utopie égalitaire

- 31 Plutôt que l'idée d'un rapport de forces unilatéral entre responsables d'enquêtes et subordonnés, l'image qui se dégage dans ce volume est celle d'une ambiguïté dans la définition et surtout dans la valorisation des contributions de chacun. On peut en faire plusieurs lectures. Celle du malentendu – pour ne pas dire de l'aliénation – tout d'abord : mobilisés dans un travail auquel ils apportaient leur compétence et leur passion, les participants aux enquêtes se seraient aveuglés sur la reconnaissance qui leur serait donnée, ou auraient été bercés d'illusions par leurs responsables. Cette lecture ne semble pas la plus fidèle au passé. Si les témoignages recueillis et analysés dans cet ouvrage abordent la question avec franchise, ils n'expriment pas véritablement d'accusation de manipulation à l'égard des responsables d'enquêtes. Le sentiment qui domine est plutôt celui d'un grand flou dans la délimitation des rôles de chacun. Il peut, pour partie, être attribué à l'époque : avec la multiplication des postes et des statuts (ingénieurs et techniciens de recherche, chefs de travaux) les années soixante et soixante-dix marquent une modification de la division du travail savant, et cette dynamique obscurcit les repères de chacun, ses attentes à l'égard de la reconnaissance donnée à sa contribution à une œuvre collective. L'idéologie égalitaire volontiers affichée à l'époque – comme s'il s'agissait d'occulter ou de nier la hiérarchie des statuts et des fonctions – renforce cet effet de brouillage. L'identité scientifique revendiquée par le CRH et la défunte VI^e section de l'École pratique des hautes études en a sans doute accentué encore les effets : ces instances, construites comme des anti-modèles par rapport à l'université, ne pouvaient que prôner des formes de travail en commun alternatives au mandarinate, et banaliser dans leur discours la stratification statutaire. L'ouvrage montre que cette euphémisation est venue buter sur deux grands types de mise à l'épreuve : la question de la signature des textes, et celle des carrières.

Les particularités du texte collectif et le problème de la signature

- 32 Marie-Laurence Netter et Christiane Klapisch-Zuber montrent que c'est au moment de la signature, appropriation symbolique des textes produits ensemble, que les participants aux grandes enquêtes du CRH ont découvert – souvent sous forme d'un fait accompli – que la représentation qu'ils se faisaient du partage du travail n'était pas forcément celle des responsables des recherches. André Burguière, Olivier Dumoulin et Lutz Raphael, dans leurs contributions respectives, évoquent des incidents comparables. L'intérêt de l'ouvrage est d'établir que, loin d'être anecdotiques, les désillusions et les tensions qui ont résulté de cette épreuve de vérité sont liés à une problématique récurrente, propre à toute forme de travail en commun²⁰.
- 33 Le texte issu de la recherche collective est-il un texte comme un autre ? Il est frappant d'observer, à la lecture de cet ouvrage, combien la question est récurrente dans les cadres institutionnels les plus divers, et combien elle a fait l'objet de réflexions explicites. Dans le mouvement de recherche collective favorisé par le III^e Reich émerge une forme de publication originale, la *Denkschrift*, rapport d'expertise tenu secret et réservé « à l'usage interne des instituts, des administrations ou des responsables politiques », et dont la marque distinctive est l'anonymat. Loin d'être propre à ce contexte politique extrême étudié par Lutz Raphael, l'exemple touche à la nature de ce mystérieux auteur collectif dont une tentation souvent présente est de le faire purement et simplement disparaître. Cette oblitération n'est pas forcément réservée

aux collaborateurs des enquêtes. Marie-Laurence Netter et Christiane Klapisch-Zuber révèlent que si Ruggiero Romano ne fait figurer aucun nom sur la couverture du livre *Villages désertés et histoire économique* qu'il avait co-dirigé en 1965, c'est que cet effacement volontaire traduit selon lui l'idéal du collectif tel que le définissaient Lucien Febvre et Fernand Braudel.

- 34 De manière plus complexe, l'effacement de l'auteur est indissociable de la promotion de textes d'un genre nouveau, lié à l'origine collective du travail. Au sein de la Commission des recherches collectives qu'ont étudiée Bertrand Muller et Florence Weber (art. cit.), à la manière d'une conciliation entre signature et anonymat, on s'efforce de définir des textes à double statut, à la fois monographies et matériaux pour un tableau d'ensemble, « textes d'auteur voués à être mis en fiches ». En pratique, la tension ne sera jamais vraiment résolue entre ces deux orientations, et la publication des listes des noms des correspondants de ces enquêtes ethnographiques montrera que même pour les contributions les plus élémentaires, la propriété individuelle ne se dissout pas aisément. Les auteurs indiquent qu'il faudra attendre, après la Seconde Guerre mondiale, la rémunération des enquêteurs et le pré-codage des questionnaires à vocation statistique, pour que l'effacement complet des collaborateurs soit réalisé.

Un genre au féminin ?

Une hiérarchie sexuée

- 35 Le problème de la signature a constitué une première réfutation au rêve d'une fabrique collective égalitaire, où les différences de position individuelles auraient dépendu des fonctions et non des statuts. Une seconde contrainte de réalité a été la question des carrières. Au moment de l'institutionnalisation de la recherche collective, elle se pose de manière neuve. Comment concilier les logiques du travail en commun avec celles de la promotion individuelle ? La question s'est posée avec d'autant plus d'acuité aux sciences sociales qu'elles étaient de création récente. L'institutionnalisation de la plupart d'entre elles s'est produite au même moment (voire plus tard) que la fondation des laboratoires et organismes de recherche. Du fait de cette double nouveauté, les trajectoires y sont initialement moins définies, car pour l'essentiel entièrement inédites. La définition de la formation requise, le rôle dévolu à la thèse de doctorat, y sont beaucoup moins clairs qu'en sciences expérimentales. De ce fait, la séparation, au moment du recrutement, entre les universitaires et chercheurs d'une part, les techniciens et ingénieurs de recherche d'autre part, y a probablement été plus arbitraire à l'origine. Or, du fait de la logique des corps, elle a produit des effets durables, qui ont pesé souvent sur l'ensemble de la carrière. Cette hiérarchie statutaire, de surcroît, a été surdéterminée par une domination masculine très marquée.
- 36 La recherche collective signifie-t-elle – ou a-t-elle signifié – le pilotage par les hommes d'équipes composées de collaboratrices ? Formulé aussi globalement, ce schéma se heurterait bien-entendu à d'innombrables réfutations, comme le suggère Louis Holtz, via l'évocation de la figure de Jeanne Vielliard, major de sa promotion à l'École des chartes, première femme admise à l'École française de Rome, et première aussi à diriger un laboratoire des sciences de l'Homme. Il reste que, globalement, l'expansion d'un salariat de chercheurs et d'assistants de recherche lors de « l'âge d'or » de la fin des Trente Glorieuses a bel et bien été marquée par une inégalité sexuée, dont la genèse de

ce volume a porté l'écho tardif. Les ingénieurs et techniciens de recherche qui, au sein du CRH, ont mené l'enquête sur le passé de la recherche collective, sont dans leur totalité des femmes. La réflexion sur leur statut était pour elles, simultanément, une réflexion sur les rapports de sexe dans le monde universitaire. La stratification des statuts au sein de leur laboratoire les y invitait : à la mixité parfaite de la classe intermédiaire des maîtres de conférences et chargés de recherche s'oppose la polarisation masculine des directeurs d'études ou de recherche d'une part, la polarisation féminine des ingénieurs et techniciens de recherche (ITA) d'autre part. Cette stratification sexuée se reflète dans les parcours individuels : comme l'évoque Claire Lemerrier, les femmes sont plus fréquemment « enrhumées » dans leur statut d'ITA, les hommes l'abandonnant pour entrer dans le corps des enseignants-chercheurs ... ou quitter l'institution.

- 37 Malgré le constat de cette hiérarchie presque caricaturale, les discussions liées à la préparation de cet ouvrage ont été vives et le bilan sur l'ampleur et les formes de la domination masculine n'a pas fait l'unanimité. Une étude comparative des carrières féminines et masculines au CRH a fait l'objet d'interprétations contradictoires quant aux retards de carrière qu'auraient, ou non, subis les femmes : faute de données suffisamment nombreuses, ses conclusions n'étaient pas décisives – ce qui explique que ce travail ne figure pas dans l'ouvrage²¹. De même, la question de savoir si, à formation initiale comparable, les femmes avaient été plus fréquemment versées, à l'origine, dans le corps des techniciens et ingénieurs de recherche plutôt que dans celui des chercheurs, n'a pu être élucidée : faute d'avoir eu accès aux dossiers personnels des membres anciens et présents du CRH – documents confidentiels car ils recèlent notamment des informations médicales – l'enquête qui avait été envisagée sur leur formation initiale n'a pu être menée à bien. Si l'on se fonde sur les entretiens menés à l'occasion de la préparation de cet ouvrage, les intéressées insistent au premier chef sur les effets de leurs contraintes familiales sur leur carrière, ce qui n'exclut ni l'existence de formes de discrimination ni, on l'a dit, les effets pervers des discours égalitaires tenus – souvent de bonne foi – par les directeurs des laboratoires.
- 38 Quoiqu'il se soit révélé impossible de comparer statistiquement les carrières masculines et féminines, des mesures indirectes révèlent des mécanismes fins de hiérarchisation des sexes. Dans leur dénombrement des publications déclarées par les chercheurs du CRH dans les rapports d'activité du Centre, Cécile Dauphin, Jean-Daniel Gronoff et Raymonde Karpe établissent que les contributions aux actes de colloque – genre relativement peu prestigieux ou peu visible – sont avant tout le fait de chercheuses de statut intermédiaire (chargées de recherche ou maîtres de conférences), suivies de près par les femmes ingénieurs de recherche. À l'inverse, les genres les plus légitimes (ouvrages d'hommage, préfaces) ou la haute vulgarisation scientifique (dictionnaires, encyclopédies, grandes revues du monde intellectuel) semblent, à statut égal, presque exclusivement réservés aux hommes.
- 39 Claire Lemerrier, pour sa part, transpose les méthodes d'analyse des réseaux sociaux les plus récentes à l'examen des collaborations déclarées aux enquêtes dans les rapports d'activité du CRH. Elle valide ainsi les représentations critiques produites par la mémoire contemporaine des grandes enquêtes : dans les années soixante-dix règne bel et bien une division du travail « parfois caricaturale » qui se traduit par l'omniprésence, aux deux pôles des recherches collectives, des hommes directeurs d'études et des femmes ingénieurs d'étude. La paysage se complique toutefois au cours

de la décennie suivante. Les femmes de tous statuts jouent de plus en plus un rôle d'intermédiaires entre les enquêtes et accèdent – femmes ingénieurs et techniciennes de recherche comprises – à la direction de recherches collectives. Mais ce « rattrapage » survient – l'on y reviendra – au moment où la recherche collective cesse d'être un modèle dominant dans l'identité scientifique revendiquée par le laboratoire.

L'histoire des femmes, fruit de la recherche collective ?

- 40 L'un des axes majeurs de ce volume est de montrer que cette sociographie sexuée de la recherche collective a été l'un des mécanismes qui a mené à la diffusion, dans le monde universitaire des années soixante-dix, de la recherche sur l'histoire des femmes. Autant on peut dire que, dans son âge d'or, la recherche collective a reposé sur une main d'œuvre avant tout féminine, autant on peut considérer que l'histoire des femmes est un produit de la recherche collective, et ce à double titre.
- 41 En premier lieu, la discrimination sexuée à l'œuvre dans les enquêtes a poussé leurs collaboratrices à s'organiser de manière autonome et à proposer un terrain d'étude qui leur était propre. Familières des enquêtes, elles en ont tout naturellement adopté le schéma de fonctionnement pour mener à bien cette entreprise. On peut considérer que la recherche collective a été de ce point de vue l'une des matrices, tant « positive » que « négative », qui ont préludé au développement de ce genre historiographique.
- 42 Le CRH, en cette matière, est un excellent point d'observation. Son « groupe d'histoire des femmes », qui à l'origine a accueilli une grande partie des pionnières du genre, n'a cessé depuis de constituer un pôle majeur de réflexion sur ce domaine. La contribution que lui consacre Anne Martin-Fugier dans le présent dossier sur la base d'une histoire orale, offre un document exceptionnel sur la naissance, en 1978, de ce groupe dont les contours dépassent largement le cadre du CRH. Ce texte analyse avec nuances l'attitude du monde universitaire à l'égard de cette nouvelle façon de concevoir l'histoire qui mêlait, de manière inédite, réflexion historiographique et revendications féministes. La vive opposition des milieux gauchistes ; les réticences plus feutrées, ironiques ou paternalistes, des mandarins ; la censure ou l'autocensure à l'égard de certaines publications (notamment la revue *Pénélope*, dont Anne Martin-Fugier retrace l'aventure), mais aussi les soutiens actifs parfois inattendus, ne sont que quelques-uns des nombreux thèmes qui affleurent dans les entretiens.
- 43 En second lieu, on peut avancer en retour que cette tiédeur des historiens a contribué à donner à l'historiographie sur les femmes un tour plus collectif qu'à l'ordinaire. Y faire face imposait en effet de faire preuve de volontarisme et de prosélytisme, et de mettre en œuvre des structures destinées à concentrer et à rendre visibles les efforts. De cette entreprise collective – dont les tensions internes ne sont pas occultées – ce volume fournit un témoignage inédit : le bilan dressé dès juin 1975 par Michelle Perrot sur le développement de l'histoire des femmes en France, à l'occasion du colloque pionnier sur *Les Femmes et les sciences humaines*, réuni à Aix-en-Provence à l'initiative d'Yvonne Knibiehler.

L'ère du tournant critique ?

- 44 À compter de la fin des années soixante-dix, sont remises en cause une partie des conditions qui avaient prévalu au développement de la recherche collective, entendue

comme un modèle hiérarchisé et professionnalisé de division du travail. L'histoire du CRH, qui avait construit son identité sur la revendication de ce modèle, en fournit un témoignage éloquent. Olivier Dumoulin retrace comment les critères de justification employés dans les rapports d'activité du Centre s'infléchissent dans les années quatre-vingt : la partie proprement individuelle de la recherche, jusqu'alors peu valorisée, est promue au rang de « tradition ».

- 45 De ce reflux du collectif, Claire Lemerrier produit une objectivation quantitative. Son matériau est composé des déclarations des participations aux enquêtes, telles qu'elles apparaissent dans les rapports d'activité du CRH. Il s'agit d'un corpus considérable, près de deux cents enquêtes différentes étant enregistrées entre 1970 et 1995. Son suivi dans le temps confirme l'idée d'une décomposition dans les années quatre-vingt. La densité des liens entre enquêtes (et entre enquêteurs) diminue. À une espèce de circulation généralisée au sein du Centre, succède un fractionnement entre petits groupes cohésifs. Cette observation corrobore, à sa manière, que l'identification du laboratoire au travail collectif n'est pas entièrement mythique : dès lors que les projets communs sont en reflux, ce gros centre généraliste peut redouter une espèce de balkanisation, un repli sur des spécialités thématiques ou chronologiques. Ce mouvement est toutefois plus complexe qu'il n'y paraît. Les années quatre-vingt marquent aussi la multiplication des collaborations avec des collègues et des centres universitaires. Au-delà du CRH, on peut donc considérer que l'évolution de la recherche collective permet d'observer le repositionnement de l'EHESS – dont les statuts viennent alors d'être modifiés – au sein du monde des sciences sociales françaises. C'est aussi dans cette période, du reste, que la place occupée par les *Annales E.S.C.* au sein des listes de publications des chercheurs du CRH diminue, comme le montrent Cécile Dauphin, Jean-Daniel Gronoff et Raymonde Karpe.
- 46 De ces évolutions, le premier facteur est la remise en question de l'histoire quantitative, et plus globalement du travail de constitution de grosses bases de données. Mais à l'évolution des tendances historiographiques – dont Claire Lemerrier montre qu'elles se traduisent avec une dizaine d'années de retard sur le paysage d'ensemble des enquêtes – se superposent des transformations sociologiques majeures dans le recrutement et le statut des ingénieurs et techniciens de recherche. À l'expansion succède un tarissement si brutal que l'on a pu redouter, à l'échelle de tout le CNRS, la prochaine extinction du corps en sciences sociales. Or, l'analyse morphologique proposée par Claire Lemerrier montre bien que ce sont précisément les ITA qui « créaient les liens » entre les enquêtes, garantissant ainsi en quelque sorte la cohérence même du Centre. On a donc pu craindre un mécanisme de double disparition, celle des ITA d'une part et celle de la recherche collective d'autre part, l'une nourrissant l'autre.
- 47 Un mécanisme d'autant plus redoutable qu'il ne pouvait que s'accélérer avec le temps. Alors que de nos jours le recrutement des techniciens et ingénieurs de recherche fait l'objet de concours nationaux, il est jusqu'au début des années quatre-vingt largement entre les mains des directeurs de laboratoire. Beaucoup ont utilisé les postes dont ils disposaient pour aider « temporairement » des étudiants prometteurs, en attendant qu'ils pussent prétendre à un poste de chercheur ou d'enseignant-chercheur. Si cette stratégie a parfois atteint son objectif, elle a aussi peuplé le corps des ITA de chercheurs potentiels qui, progressivement, ont conquis leur autonomie. Plus on avance dans le temps, plus la génération recrutée à la fin des Trente Glorieuses évolue ainsi, de droit ou de fait, vers un statut de chercheur, ce qui, faute de nouveaux recrutements en

nombre suffisant, accélère le processus de décomposition de l'ancienne division du travail.

- 48 Évolutions historiographiques et statutaires ont donc pour un temps concouru à un scénario typique des schémas de décadence : après l'âge d'or, la chute. Un scénario congruent au climat intellectuel et idéologique de l'époque : à l'apologie du collectif succédait le retour de l'auteur ; aux grosses bases de données à vocation totalisante, la valorisation du « microscopique ». L'une des conclusions de cet ouvrage est que cette lecture provient moins d'une évaluation froide de la situation actuelle, que de la difficulté à lui appliquer un schéma d'interprétation conforme à une réalité moins lisible qu'autrefois. Si l'idée d'une crise de la recherche collective a pu légitimement être avancée dans les années quatre-vingt, les évolutions survenues au cours de la dernière décennie en ont écarté le spectre. La première est statutaire : au cours de la période, le CNRS met en œuvre une « professionnalisation » du corps des ITA en créant des profils d'emploi (les branches d'activité professionnelle) précisément définis. L'histoire du CRH, au cours de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, montrerait que ces catégorisations plus formelles se sont, de fait, traduit par le recrutement d'une nouvelle génération d'ingénieurs et techniciens de recherche, qui viennent apporter aux enquêtes une fonction et une compétence ciblées.
- 49 La seconde transformation, survenue depuis dix ans, est le deuil d'un modèle de travail en commun fondé sur une stricte hiérarchie du travail scientifique. Si le terme n'était pas galvaudé, on pourrait volontiers qualifier de « post-moderne » ces nouvelles formes de recherche collective. Elles se sont en effet affranchies de la référence au modèle des sciences naturelles²², et à l'idée d'une organisation verticale – et formelle – du travail.
- 50 Le CRH, une nouvelle fois, est un bon terrain pour observer ces changements. Ils sont, tout d'abord, contemporains du « tournant critique », porté par les *Annales* au début des années quatre-vingt-dix²³. Cette simultanéité est peu surprenante si l'on rappelle que des deux grands promoteurs de cette remise en cause historiographique, Bernard Lepetit et Jacques Revel, le premier était simultanément codirecteur du CRH à cette époque. Au cours de son mandat commun avec Lucette Valensi, il dresse, comme le montre Olivier Dumoulin, l'acte de décès de l'enquête collective à la mode des années soixante, pour promouvoir de manière volontariste un modèle de collaborations organisées autour de dix thèmes transversaux (la classification sociale, l'espace, etc.). Moins que les enquêtes standardisées comme autrefois, il s'agit plutôt d'une formule inspirée de celle du séminaire collectif ou de l'atelier, où la réflexion commune cherche à multiplier les points d'entrée comparatifs, en coalisant les domaines de recherche des participants.
- 51 Claire Lemerrier montre que ces mots d'ordre se traduisent effectivement par une recomposition des liens internes au Centre. Sans en revenir au modèle d'échange généralisé qui dominait dans les années soixante-dix, ils refondent des liens multiples sur une base entièrement neuve. Ainsi, l'une des grandes transformations des années quatre-vingt-dix est le renforcement des collaborations internes au corps des chargés de recherche et maîtres de conférences. Elle résulte de deux évolutions de fond.
- 52 D'une part, les ingénieurs et techniciens de recherche ne sont désormais plus ceux qui établissent les liens entre les enquêtes. Beaucoup ayant, on l'a vu, conquis suffisamment d'autonomie pour ne plus se voir dévolu d'autorité tel ou tel rôle dans une enquête, tout se passe comme si un nombre croissant de chercheurs et d'enseignants-chercheurs se passaient d'emblée de leur collaboration. Cette évolution

pourrait, à terme, être inquiétante pour la survie de ce corps au sein des sciences sociales, mais nous sommes dans un moment de transition, dans lequel les recrues les plus récentes connaissent une spécialisation plus marquée : il y a de bonnes chances qu'elle aboutisse à une recomposition dans la décennie en cours.

- 53 D'autre part, l'émergence de ces collaborations horizontales peut être considérée comme une variation nouvelle sur un thème ancien. Comme beaucoup de centres de recherche français, le CRH est une « Unité mixte de recherche », conjointement liée à l'EHESS et au CNRS. Si l'expression a plutôt une connotation administrative, il faut prendre garde à ne pas oublier la dialectique sur laquelle elle se fonde. L'idée de « mixité » réunit une logique issue de l'ancienne École pratique des hautes études, qui est celle de la direction d'études, et une logique d'organisation scientifique qui est celle du laboratoire. Le premier de ces deux principes confie un axe de recherche de longue haleine à un enseignant-chercheur, qui a vocation à encadrer des collaborateurs – c'était originellement le rôle du corps, désormais éteint, des chefs de travaux. Le second combine une organisation verticale et l'incitation à des collaborations horizontales. Les directrices et directeurs d'études sont ainsi placés dans une situation double : pleine autonomie dans le premier cas, à égalité avec des pairs réunis en assemblée générale, intégration dans un cadre collectif mêlant statuts et fonctions dans le second. Cette double organisation brouille et rend fluctuantes les hiérarchies effectives. On peut considérer qu'à ce jour, la dissociation croissante entre le statut de directeur d'études ou de recherche et celui de responsable d'enquêtes, ainsi que la multiplication des collaborations internes au corps des maîtres de conférences et des chargés de recherche, incarne la victoire d'un modèle peu hiérarchique de l'organisation en laboratoire, sur les autres formes d'organisation qui ont prévalu jusqu'ici au sein de l'EHESS ou de la VI^e section de l'École pratique des hautes études²⁴.
- 54 Ce constat, centré sur le CRH, ne vaut que par les conclusions générales qu'il permet de tirer. La dernière observation que nous venons de formuler confirme la plasticité des modèles de division du travail en sciences sociales, et l'impossibilité de les déduire d'étiquettes aussi générales que celles de « laboratoires » ou d'« enquêtes collectives ». Ce qui ne veut pas dire que ces formes effectives du travail collectif échappent à toute intelligibilité : elles résultent à la fois des modèles théoriques ou historiographiques dominants à une époque, et des conditions institutionnelles du moment, au premier rang desquelles figurent les évolutions statutaires et démographiques des différents corps concernés. L'apparition de formes peu hiérarchiques de travail en commun, où la constitution d'un matériau collectif est souvent délaissée au profit d'un partage des compétences et des intérêts, ne constitue certes pas le *terminus ad quem* de la recherche collective en sciences sociales. Si nous en avons détaillé les modalités au sein du CRH, c'est toutefois qu'il pose des questions qui vont bien au-delà de la situation de ce Centre, et même des formes institutionnelles de travail en commun. Il pourrait s'appliquer, après tout, aux collaborations de recherche qui fleurissent depuis une dizaine d'années, sous l'effet du développement des échanges scientifiques par Internet : édition de textes, constitution de bases de données, échanges d'informations, etc. Ces formes d'échange formeront sans doute l'essentiel de la recherche collective au XXI^e siècle. L'un des buts de ce dossier est de montrer que, loin d'être nécessairement du ressort de schémas d'auto-organisation spontanée, ces innovations peuvent s'appuyer sur le répertoire d'expériences offertes, depuis un siècle, par les formes de recherche institutionnalisées.

NOTES

1. On en trouvera une présentation in Jacques Revel, « L'histoire au ras du sol », préface à Giovanni Levi, *Le pouvoir au village*, Paris, Gallimard, 1989.
2. Par contraste, Kevin Bales, « Lives and Labours in the Emergence of Organised Social Research, 1886-1907 », *Journal of Historical Sociology*, 9, 2, 1996, p. 113-138, se donne pour tâche de redonner vie à la vingtaine de collaborateurs – dont un quart de collaboratrices – de la recherche collective dirigée par Charles Booth sur le Londres de la fin du XIX^e siècle.
3. Pour une approche socio-historique de la notion d'« école », voir aussi le volume dirigé par Gerald L. Geison et Frederic L. Holmes (eds), « Research Schools: Historical Reappraisals », *Osiris*, Vol 8, 1993.
4. Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*. Paris, Belin, 1996.
5. Étudiées par Marie-Claire Robic, « Interroger le paysage ? L'enquête de terrain, sa signification dans la géographie humaine moderne (1900-1950) », in Claude Blanckaert (ed), *Le terrain des sciences humaines (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan, 1996.
6. Bertrand Müller et Florence Weber, « Réseaux de correspondants et missions folkloriques », *Gradhiva*, 33, 2003, p. 43-56. Voir aussi Daniel Céfaï (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte-MAUSS, 2003, p. 25 sq.
7. Voir la tentative de clarification proposée par Jane Maienschein, « Why Collaborate? », *Journal of the History of Biology*, 26, 1993, p. 167-183.
8. Olivier Dumoulin, « Profession Historien », 1919-1939. Un « métier » en crise ? Paris, Thèse de doctorat de l'EHESS, dir. André Burguière, 1983.
9. Marc Bouloiseau, « De Jaurès à Georges Lefebvre : la Commission d'histoire économique de la Révolution », *Annales historiques de la Révolution française* 32, 1, 1960, p.57-66 ; Stéphane Buzzi, « Georges Lefebvre (1874-1959), ou une histoire sociale possible », *Mouvement Social*, 200, 2002, p. 177-195.
10. Avec notamment la création, en 1999, de la *Revue pour l'histoire du CNRS*, aux éditions du CNRS.
11. François Jacq, « Les instruments de la politique scientifique dans la France d'après-guerre », Thèse de doctorat, École nationale supérieure des Mines de Paris, 1997.
12. Olivier Dumoulin, « Aux origines de l'histoire des prix », *Annales E.S.C.*, 2, 1990, p. 507-522 ; Brigitte Mazon, *Aux origines de l'École des hautes études en sciences sociales : le rôle du mécénat américain : 1920-1960*, Paris, Cerf, 1988 ; Giuliana Gemelli, *Le Elites della competenza : scienziati sociali, istituzioni e cultura della democrazia industriale in Francia, 1880-1945*, Bologne, Il Mulino, 1997.
13. Bertrand Müller et Florence Weber, « Réseaux de correspondants... », art. cit.
14. Je me permets de renvoyer à Paul-André Rosental, « Le premier monde de la recherche : la gestion du personnel par Alfred Sauvy dans l'INED des années 50 », *Genèses*, 51, juin 2003, p. 128-146.
15. Voir Vincent Duclert, « Le colloque de Caen : 1956. La IV^e République et la mobilisation scientifique », *Historiens et Géographes*, 361, 1998, p. 337-360.
16. Gérard. Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire...*, 1996, op. cit.
17. Voir aussi sur ce point Daniel Céfaï (dir.), *L'enquête de terrain*, op. cit., p. 473 sq.
18. Sur ce rôle décisif du *leader*, voir notamment Gerald L. Geison, « Research Schools and New Directions in the Historiography of Science », *Osiris*, 8, 1993, p. 235.
19. Bruno Latour, *Petites leçons de sociologie des sciences*, Paris, Seuil, 1996, 1^{ère} éd. 1993, p. 110.
20. Voir sur ce point le travail pionnier de Allan G. Heffner, « Authorship Recognition of Subordinates in Collaborative Research », *Social Studies of Science*, 9, 1979, p. 377-384 ; ainsi que Jane Maienschein, art. cit.

21. Il avait été entrepris par Carole Jasniewicz, Claire Lemerrier et Marie-Laurence Netter qui ont, elles aussi, amplement contribué à la constitution et à l'analyse de cette base de données. L'EHESS s'efforce, aujourd'hui, de mener une enquête comparable sur la différence entre les parcours des hommes et les parcours des femmes en son sein.

22. Dont on trouvera une imposante bibliographie sur les formes de travail en commun dans <http://www.scienceofcollaboratories.org/Resources/biblist.php>

23. « Tentons l'expérience », *Annales E.S.C.* 6, 1989, p. 1317-1323 ; Bernard Lepetit et Jacques Revel, « L'expérimentation contre l'arbitraire », *Annales E.S.C.* 1, 1992, p. 261-265.

24. La variabilité possible dans le degré de contrôle hiérarchique renvoie à l'histoire longue de la recherche collective. Elle est formalisée dans l'entre-deux-guerres par l'opposition entre le *team work*, dirigé, et le *group work*, égalitaire, comme le rappelle David Smith, « The Use of 'team work' in the Practical Management of Research in the Inter-War Period: John Boyd Orr at the Rowett Research Institute », *Minerva*, 37, 3, 1999, p. 261.

AUTEUR

PAUL-ANDRÉ ROSENTAL

EHESS/CRH/INED